

Brève histoire de l'Afrique des Grands Lacs

Avant 1895, diverses cultures et modes d'habitation, allant de royaumes à des anarchies ou cultures nomades ; Commerce d'esclaves par des pays arabes ; Expéditions européennes et évangélisation à partir du XVI^e siècle environ; Commerce transatlantique des esclaves jusqu'à peu près au XVIII^e siècle.

1895-1960 période du colonialisme ; le Congo est considéré comme propriété privée du roi de Belgique, la population est décimée de 20 à 10 millions entre 1880 et 1920 ; Temporairement aussi des revendications allemandes au Rwanda et au Burundi.

En 1960 indépendance, suivi des élections et de troubles au Congo : Meurtre du premier ministre Lumumba avec l'appui de la Belgique et des Etats-Unis, sécession de la province du Katanga, riche en matières premières, rébellion des Mulele, interventions militaires internationales, mission des Nations Unies, etc. Dans le Rwanda, densément peuplée, de nombreux massacres ont lieu contre une minorité ethnique dont beaucoup fuient, principalement vers l'Ouganda. Au Burundi, ce même groupe se lutte au pouvoir.

En 1965, Mobutu s'installe comme dictateur au Congo, soutenu principalement par les Etats-Unis, comme un rempart contre la peur de l'infiltration communiste en Afrique. 1974 « Zaïrianisation » du Congo et dans ce contexte expropriation de tous les étrangers. L'économie stagne et l'état de infrastructure se détériore. Gouvernance répressive, broyage des petites émeutes dans l'est.

A partir d'environ 1990, Mobutu, sous la pression internationale, doit permettre une certaine démocratisation – qu'il déjoue en même temps. Recherche de consensus à travers la *Conférence nationale souveraine*. Au Rwanda, le gouvernement est sous la pression des anciens réfugiés en Ouganda, qui y ont fondé le groupe rebelle FPR. Les pourparlers de paix à Arusha n'avancent pas.

Le génocide de 1994 au Rwanda affaiblit sensiblement les forces modérées de tous les camps. Dans le même temps, le FPR prend le contrôle à partir du Nord du pays. De nombreux auteurs du génocide réussissent à s'échapper en se mêlant à un énorme afflux d'environ deux millions de réfugiés vers le Zaïre. L'opération turquoise de l'armée française et plus tard les Nations Unies prennent en charge les réfugiés mais ne passent pas aux désarmements. Cette constellation constitue une menace pour les nouveaux dirigeants du FPR au Rwanda, qui reçoivent, comme aussi l'Ouganda, un soutien notable des États-Unis et du Royaume-Uni, aussi dans le secteur militaire.

En 1996, début de la rébellion de l'AFDL au Sud Kivu, militairement soutenue par les pays voisins à l'est. Uvira est la première ville qui tombe, puis Bukavu, Goma, etc. Alors que l'objectif officiel est l'expulsion de Mobutu, on note des attaques simultanées de camps de réfugiés. Par la suite, près d'un demi-million d'occupants civils de ces camps rentrent au Rwanda, d'autres centaines de milliers périssent en essayant de fuir dans les profondeurs de la forêt. Les responsables du génocide au Rwanda en 1994 sont maintenant installés dans l'arrière-pays du Zaïre.

En 1997, Mobutu est écarté. Déjà lors des avances des troupes de L.D. « Mzee » Kabila et de ses commanditaires étrangers, des nombreux accords de prospection sont signés avec des sociétés minières internationales. En mai 1997 le pays est rebaptisé : Après le Zaïre il devient la République Démocratique du Congo (RDC).

Dès 1998 de nouvelles rébellions éclatent dans les deux Kivus, exactement selon le même schéma qu'en 1996. Ceci suite aux tentatives de Kabila de repousser l'influence de partisans rwandais dans le nouveau gouvernement et la nouvelle administration congolaise. En plus des troupes rwandaises, il y a aussi celles de l'Ouganda, du Burundi et d'autres qui pénètrent au Congo, tandis que Kabila s'appuie sur un soutien militaire essentiellement du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie

A partir des environs de 1999, la situation militaire est bloquée. Suivent des années d'horreur pour la population, particulièrement dans les territoires occupés de l'est. Pendant que l'engagement de la communauté internationale commence à se concrétiser lentement, les preuves se multiplient que l'objectif principal des parties en guerre est l'accès aux matières premières. En 1999, le partage du pouvoir sera décidé dans l'accord de Lusaka. La détresse de la population demeure extrême malgré la mission de paix des Nations Unies (MONUC, à partir de 2000) et les pourparlers de Sun City (Afrique du Sud, dès 2001, Dialogue Inter-Congolais). En 2001, Mzee – Le Vieux – Kabila est assassiné et remplacé par son fils Joseph.

A peu près depuis 2002, retrait des troupes étrangères du Congo ; Mise en place d'un gouvernement de transition ; L'effectif de la mission des Casques-bleus est en augmentation pour atteindre environ 20'000 hommes ; La population demeure dans le plus grande détresse, harcelée par des factions de combattants et bandits qui se financent principalement avec la contrebande de produits miniers. L. Nkunda et son groupe bien formé et équipé, le CNDP, suspecté d'entretenir des liens étroits avec l'armée du Rwanda, deviennent tristement célèbres à cet égard. 2004, Bukavu est prise en une fois par ce groupe.

En 2006, pour commencer, adoption d'une nouvelle Constitution, suivie par des élections, d'un côté des parlements au niveau national et provincial, de l'autre, présidentielles, que Kabila va gagner. Aide massive des pays industrialisés dans ce processus électoral.

En 2008, éruption d'une nouvelle offensive du CNDP au Nord-Kivu, qui menace Goma temporairement. Puis un surprenant rapprochement entre le Rwanda et la RDC, fruit d'une médiation secrète, principalement française et américaine. Intégration du CNDP dans l'armée nationale congolaise (contre laquelle il a combattu jusqu'il y a quelques semaines). Priorité est donnée au problème des génocidaires de 1994 encore présents dans les forêts de la RDC. Les armées du Rwanda, de la République démocratique du Congo et les Nations Unies opèrent conjointement à cette fin, avec un bilan mitigé.

Aux environs de 2010, l'attention est d'abord sur les élections au Rwanda, remportées, après une campagne fortement critiquée, par Kagame qui gouverne le pays depuis 1994 sans opposition significative. En RDC, l'intégration du CNDP dans l'armée nationale (Forces Armées de la RDC, FARDC) pose problème, parce qu'elle est souvent perçue comme une prise de pouvoir masquée. Les attaques des civils par tous les camps sont répandues ainsi que les tentatives d'en rejeter la culpabilité sur l'adversaire. Le but de la plupart des groupes demeure le contrôle de l'exploitation des matières premières dans leur fief. La présence massive des agences des Nations Unies et des ONG suffit à peine à assurer la sécurité et un semblant de normalité dans les centres, mais aucune en zones rurales. Malgré cet environnement difficile un débat politique réussit à se mettre en place avant les élections.

2011-12, Kabila assure à l'avance sa réélection par diverses manœuvres. Bien que la fraude massive soit décriée, aucun consensus ne s'établit pour exiger l'annulation des élections. L'opposition sort

légèrement fortifiée des élections législatives tenues en même temps. Les élections se passent dans une tranquillité apparente, notamment parce que les manifestations les plus importantes sont réprimées par le régime.

2012, recrudescences de violences dans l'est suite à une mutinerie principalement d'officiers ex-CNDP qui furent intégrés dans les FARDC et qui nomment leur groupe maintenant M23.

Le 6 juin, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) publie un calendrier électoral réaménagé, qui prévoit les élections provinciales, des Sénateurs, Gouverneurs et au niveau local / municipal en 2013 et 2014.

Les 21 et 27 juin 2012, les rapports d'un groupe d'experts des Nations Unies accusent le Rwanda d'être derrière le M23 (Documents S/2012/348 et S/2012/348/Add.1). Des tels rapports sur le soutien de « rebellions » congolaises par des pays voisins à l'est sont une constante dans l'histoire des Grands Lacs depuis les années 90.

Le 20 novembre 2012, le M23 prend le contrôle à Goma mais doit se retirer après quelques jours suite à des fortes pressions de la communauté internationale, y compris les Etats Unies. Par la suite commencent des négociations à Kampala mais n'avancent pas, fort probablement parce que l'Ouganda comme hôte fût déjà pointé de doigt à plusieurs reprises pour son influence déstabilisateur en RDC.

2013, le 24 février fut signé à Addis-Abeba un accord-cadre pour la paix et la stabilisation dans les Grands Lacs par onze chefs d'états africains, en présence du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon. Le 28 mars, le Conseil de sécurité des Nations Unies approuve la création d'une nouvelle brigade d'intervention, chargée de "mener des opérations offensives ciblées" contre les groupes d'insurgés dans l'est de la RDC. Cette brigade aura recours à des drones pour la reconnaissance du terrain. Ces décisions sont accompagnées et suivies par une hausse des tensions surtout dans le Nord Kivu où des combats ouverts entre les FARDC, le M23 et des nouvelles milices se sont intensifiés depuis juin.

Le 30 juillet, la MONUSCO (qui a succédé à la MONUC en 2010) lance un ultimatum pour désarmer tout individu n'étant pas membre de forces officielles dans une zone de sécurité allant de Goma à Sake au nord du Lac Kivu.